

Avant le premier tour des législatives françaises : incertitudes et certitudes

Article rédigé par *Philippe de Saint-Germain*, le 07 juin 2002

Voici les Français appelés une nouvelle fois aux urnes, juste après l'élection présidentielle, comme l'avaient voulu MM. Jospin et Bayrou. La manœuvre devait gêner M. Chirac. Bien joué ! Pour l'heure, les sondages donnent une large majorité à la droite, les projections les plus favorables lui accordant près de 380 sièges.

Pour ce premier tour, les surprises viendront du nombre de triangulaires, et du profil des duels : des configurations droite/droite ou gauche/gauche ne sont pas exclues, en raison de la multiplicité des candidatures, des divisions partisans et du taux d'abstention. La gestion de ces résultats permettra de vérifier si l'hystérie antifasciste née après le 21 avril conserve sa capacité de nuisance : c'est la liberté du gouvernement qui est en effet en cause.

Une autre inconnue majeure porte sur la constitution de groupes parlementaires charnières ou tout simplement d'une minorité de blocage (UDF ou Front national). Cette perspective pourrait également contribuer à affaiblir la solidité du gouvernement, voire même hypothéquer la durée de la prochaine législature.

La certitude, ce sont les faits : quel que soit le poids de la nouvelle majorité, celle-ci ne disposera guère de marges de manœuvre. Comment augmenter les honoraires de médecins en baissant les charges sociales ? Comment tenir les promesses du candidat Chirac, baisser les impôts et contenir les déficits ? À moins de s'affranchir des directives de Bruxelles ?

Dans le domaine de la sécurité, les gesticulations de M. Sarkozy, pour légitimes qu'elles soient, notamment en période électorale, ne font qu'éviter la question de fond : la réforme de la justice. Or personne à droite n'a évoqué la nécessité d'abroger la loi Guigou.

Grande oubliée d'une véritable politique de droite : la famille. On se souvient du slogan : " Juppé y rêvait, Jospin l'a fait. " Que fera Jean-Pierre Raffarin, si soigneusement entouré par les conseillers imposés par le maire de Bordeaux ? Au moins Alain Juppé pouvait espérer obtenir quelques résultats comptables d'estime. Sans une puissante volonté politique, le " Pompidou du Poitou ", lui, n'a guère de perspectives. En tous cas, sur ce sujet, la terne campagne électorale des législatives n'a pas donné la plus petite once d'un signal qui pourrait nous rassurer.